

Oui à la circulation des œuvres, non à la marchandisation de la culture

-M. Renaud Donnedieu de Vabres, ministre de la culture et de la communication : « *La culture n'est pas une marchandise. Elle n'est pas gratuite non plus. Néanmoins, les prix doivent être harmonisés et permettre une attractivité suffisante.* » discours prononcé le 21 janvier 2005

- Henri Loyrette, PDG du Louvre « *Le musée a appris à devenir une entreprise* » (France Culture, le 9 février 2005).

Si cette culture-là n'est pas une marchandise, elle y ressemble pourtant étrangement.

Le projet, piloté par la DMF, de « franchiser » la marque Louvre à Abou Dhabi, pour une durée de vingt ans, comme une simple licence de prêt-à-porter, vient fort à propos illustrer l'irrésistible montée en puissance de la politique de marchandisation de la culture au sein même du service public culturel de l'Etat. Sans aucune transparence, à l'encontre de toute éthique culturelle, au mépris du principe de gratuité, il s'agit, en échange de pétrodollars, d'obliger plusieurs musées français à consentir des prêts d'œuvres à long terme, à se mettre au service d'une monarchie - qui ne brille ni par ses principes démocratiques ni par sa vision universelle de l'art - pour que celle-ci puisse ravir à DUBAÏ la place de destination *number one* de paradis touristique pour les très très riches ! Et tout ça pour quoi ? Pour caser de grosses commandes d'aviation civile. Et pour 10 Rafales quel sera le tarif ? 2 mois de Joconde, 3 mois de Picasso, 4 mois de Monet ?

Il faut croire que la coupe déborde, puisque la révolte gagne désormais d'anciens responsables de musées qui n'ont pourtant pas été les derniers à promouvoir le mécénat et la location d'œuvres. Dans la foulée, une pétition a déjà réuni les signatures de près de 2500 conservateurs, archéologues, historiens de l'art, personnels de musée ou simples « amis de l'art », exigeant le « maintien de l'intégrité des collections des musées français » et s'inquiétant de ces dérives mercantiles. Mieux vaut tard que jamais !

Ces dérives, maintes fois dénoncées par SUD Culture Solidaires, qui ont déjà conduit à la transformation des lieux culturels en salles de banquet pour les « puissants de ce monde » dont l'exemple le plus emblématique reste sans conteste le « banquet Eurosatory » – grand rassemblement mondial des marchands d'armes toutes catégories se déroulant tous les deux ans au Louvre-, trouvent ici leur point d'orgue. Décidément, le directeur du Louvre devrait se voir remettre la palme d'or du plus habile applicateur zélé de la grande transformation des musées en officines commerciales, voulue et célébrée, encore le 9 janvier, lors de ses vœux au personnel, par notre excellent ministre !

Pour SUD Culture Solidaires, l'objectif est de rassembler tous ceux qui avancent des réflexions et des propositions alternatives sur les grands axes d'une politique capable de relever les nouveaux défis culturels :

- Les conditions du développement de la culture et de ses activités, la place respective et les interventions des secteurs public, marchand et associatif, et en particulier les garanties sociales de tous les professionnels de la culture, de la connaissance et du savoir.

- Les moyens de construire une démocratie culturelle, impulsant la création, associant professionnels, amateurs, populations, organisations professionnelles, mouvements d'éducation populaire et associations.

Avec l'affaire du Louvre à Abou Dhabi, la mise en œuvre de ces perspectives devient d'une urgence absolue.

Il faut mettre un terme à la politique « culturelle » du gouvernement actuel qui, sous couvert d'une modernisation de l'État (dont nous ne nions pas la nécessité si elle est faite dans l'intérêt des citoyens et en lien avec les agents), vise à pallier les conséquences du désengagement de l'Etat et consacre en réalité la logique de marchandisation du service public : développement excessif de la recherche de ressources propres (sponsors, mécénat, etc.) ; redéploiement des crédits autorisés pour combler les insuffisances de dotation ; externalisation des missions vers des sociétés prestataires de service afin que les salariés qu'elles emploient n'apparaissent pas au sacro-saint Budget de l'Etat ; etc.

Sous le fallacieux prétexte de diversifier les financements, ce phénomène prend de nombreuses formes, depuis la création de véritables galeries marchandes au cœur même des établissements culturels jusqu'à l'encouragement, désormais autorisé par la loi d'août 2003, du mécénat d'entreprise – présenté comme une nouvelle panacée, voire la vente d'œuvres appartenant à l'Etat c'est à dire à tous.

Plus largement, cette politique libérale vise à adapter notre société à un processus général de privatisation du bien commun, non seulement dans le domaine culturel mais aussi dans l'éducation, la recherche la santé, l'eau et l'énergie.

SUD Culture Solidaires condamne sans appel cette conception de la culture inféodée aux industries culturelles, au tourisme, au commerce des souvenirs et aux spectacles type « sons et lumières » qui préside aujourd'hui aux destinées d'une politique culturelle de plus en plus concédée au bon plaisir de puissances privées dont les produits sont livrés aux lois du marketing et régis par une course effrénée aux gains de productivité.

Cette politique désastreuse a pour conséquence de renoncer à l'idée même d'émancipation par la culture et implique, à brève échéance, la fin même de la notion de service public culturel.

Refuser cette politique c'est livrer un combat profondément libérateur pour que la culture devienne un bien commun véritablement partagé par tous.

Cette marchandisation de la culture, cette casse de la politique culturelle, que nous n'avons cessé de combattre, est également désavouée par nos concitoyens. Ainsi que le montre une récente enquête d'opinion (*Le Monde* daté du 1er décembre 2006) : « *le modèle français d'intervention étatique est connu et reconnu. Le financement public de la culture est jugé prioritaire par 44 % des interrogés, devant la vente des œuvres ou des billets (34 %) et le mécénat (10 %)* ». Mieux, cette « *priorité au financement public* » va de pair avec « *le choix assigné à la politique culturelle [qui] est plus marqué encore. [...] Toutes catégories confondues, la priorité reste l'accès de tous à la culture (46 %), autrement dit la fameuse « démocratisation culturelle ».* Les Français, concluait le quotidien, *sont convaincus que la culture peut servir de levier social* ».

Comme eux, nous affirmons haut et fort notre revendication de voir mener une politique volontariste dans le secteur culturel – tout particulièrement en matière de démocratisation culturelle.